

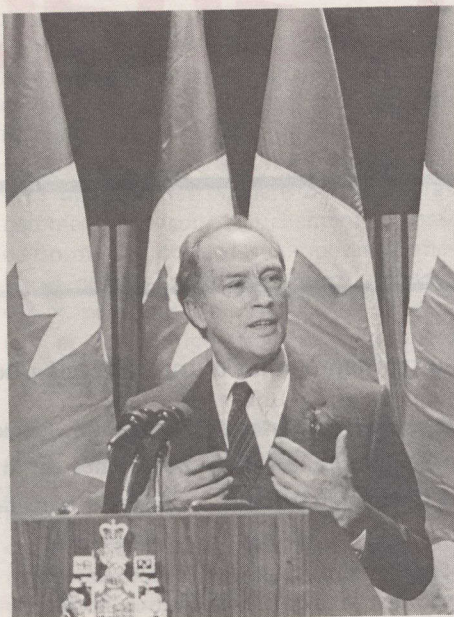
efforts déployés de toutes parts en faveur de la paix et de la sécurité. Mais un préalable s'impose à cette fin : celui de faire profiter les assemblées de l'Ouest, surtout celles qui réunissent les chefs de gouvernement, du libre échange d'idées que nous pratiquons dans nos sociétés et que nous préconisons pour les autres. Tous ces moyens sont en quelque sorte autant d'armes mises à notre disposition et nous ne devons pas hésiter à les employer.

À l'heure actuelle, en effet, les négociations sur les armements, tout comme la stratégie militaire, ont tendance à s'écarter de l'action politique des participants. Ainsi, les pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces piétinent depuis plus de dix ans. Pour qu'ils sortent de leur stagnation, il faut instamment leur accorder l'attention voulue sur le plan politique. Au cours des années, d'autres dirigeants et moi-même avons fait plusieurs propositions dans ce sens, propositions qui jouissent actuellement d'un plus large appui.

Nous mettons beaucoup d'espoir dans la Conférence sur le désarmement en Europe, qui doit débiter à Stockholm en janvier prochain. Le Canada fera tout en son pouvoir pour que cette conférence soit fructueuse. Nous sommes conscients du besoin de convenir de mesures d'ordre militaire propres à susciter la confiance. Mais ces négociations, si importantes soient-elles, ne répondront pas à nos aspirations si elles se déroulent dans un vide politique. L'équilibre précaire de la sécurité en Europe ne peut pas reposer uniquement sur une ou deux séries de négociations. Celles-ci doivent s'appuyer sur un climat de compréhension stable entre l'Est et l'Ouest, ce qui suppose la reconnaissance réciproque des besoins légitimes de sécurité, un dialogue permanent à un haut niveau et une attitude ferme dans la gestion des crises. Ici encore, nous avons besoin de l'intervention politique qui constituerait, comme je l'ai dit, le troisième volet de notre stratégie au sein de l'OTAN.

Ce qui nous manque, c'est une stratégie de confiance, des gestes constructifs de nature politique :

- des mesures propres à réduire les tensions engendrées par l'incertitude quant aux buts poursuivis, ou par la crainte des conséquences d'un échec ;
- des mesures qui atténuent l'hostilité et favorisent un minimum de respect mutuel ;
- enfin, des mesures capables de susciter une confiance véritable dans la capacité de l'homme à survivre sur cette planète.



M. Pierre Trudeau

En un mot, nous devons poser des gestes politiques constructifs pour contrer l'évolution dangereusement négative des relations entre l'Est et l'Ouest.

...Les négociations sur les forces nucléaires tactiques en Europe, et sur les armes stratégiques, se déroulent entre les superpuissances. Le Canada n'est pas partie à ces négociations capitales et délicates, et il n'a nullement l'intention de s'y immiscer. J'espère cependant que nous pourrions aider à influencer l'atmosphère de ces pourparlers de manière à accroître les chances de les voir déboucher bientôt sur un accord. Il nous faut envisager les facteurs en jeu avec réalisme et tenir compte du besoin primordial de sécurité et de souveraineté qui n'est jamais absent du débat sur la limitation des armements...

... J'ai engagé cette semaine des contacts étroits avec le président Reagan, et mes consultations avec d'autres dirigeants sont déjà amorcées. Je me propose de leur soumettre personnellement mes propres recommandations pour l'élaboration d'une stratégie de rétablissement de la confiance politique.

Nous examinerons plusieurs aspects de cette question, dont les moyens :

- de mettre sur pied une structure cohérente propre à susciter la confiance politique et économique, de manière à stabiliser les relations entre l'Est et l'Ouest ;
- de détourner les superpuissances de leurs préoccupations militaires pour s'engager dans un dialogue régulier et productif et assumer les responsabilités qui vont de pair avec leur pouvoir ;
- d'amener les cinq États dotés d'armes nucléaires à entamer des négociations des-

tinées à fixer des limites globales à leurs arsenaux nucléaires stratégiques ;

- d'améliorer la sécurité en Europe en relevant de seuil nucléaire et en redonnant en même temps une dynamique politique aux négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, à Vienne, pour les tirer de leur stagnation ;
- de prévenir la prolifération des armes nucléaires dans les autres États.

J'entends, pour ma part, honorer l'engagement pris avec mes homologues au sommet de Williamsburg, en mai dernier, « de consacrer toutes nos ressources politiques à réduire la menace de guerre ». Les questions à soulever ne sont pas faciles. Certains conflits de priorités sont inévitables. On ne peut établir un nouveau climat de confiance entre l'Est et l'Ouest en l'espace d'une journée, ni arrêter la course aux armements du jour au lendemain. Mais dans la mesure où nous pourrions, moi-même et les autres dirigeants qui poursuivent cet objectif, travailler ensemble à instaurer une véritable confiance, nous le ferons, je vous l'assure.

Opérations d'assurance-crédit et de financement à l'exportation

Le Conseil d'administration de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) vient d'approuver des opérations d'assurance-crédit et de financement à l'exportation pour appuyer des ventes éventuelles à l'exportation de 304,7 millions de dollars vers 41 pays.

Si ces marchés sont conclus, les ventes à l'exportation qui en résulteront garantiront 10 500 années-personnes au Canada (il y aura même des créations d'emploi) et profiteront à 111 exportateurs et fournisseurs importants.

Les ventes portent sur les biens et services suivants : potasse ; machinerie industrielle ; produits automobiles ; produits agricoles ; produits forestiers ; ingénierie, fabrication, installation et essai d'équipements de télécommunications ; avions, services connexes et pièces de rechange ; foreuse pour l'exploration minière ; équipement de radio-télécommunications et installation ; conception et construction d'un immeuble à bureaux de dix étages ; foreuse montée sur camion ; biens et services pour l'agrandissement d'un concentrateur de cuivre et fourniture, clés en main, d'un centre de formation professionnelle, comprenant notamment la construction, l'équipement routier et les services d'approvisionnement et de formation.